

La dernière phrase signifierait simplement, je crois, que les hauts prélats de l'Église catholique s'abstiennent, règle générale, d'assister à des assemblées publiques.

L'archidiacre anglican de Montréal écrit une très belle lettre à cette époque :

L'archidiacre de Montréal et Mme Norton regrettent qu'un engagement antérieur les empêche d'assister à l'assemblée de lundi soir. Ils vous prient d'accepter dix dollars comme expression de leurs sympathies, et du dégoût et de l'horreur que leur inspirent les massacres, en Russie, de Juifs innocents et respectueux des lois, dont la nation, par les soins de la divine Providence, a fourni au monde ses plus grands maîtres de la vie morale et spirituelle, et dont la loyauté et le génie, représentés par des Juifs comme lord Beaconsfield, lord Herschel et lord Goschen, ont si hautement contribué à l'édification de l'empire britannique.

Après plus de trente années de civilisation et de vie chrétienne, allons-nous nous montrer inférieurs à nos prédécesseurs d'il y a trente-trois ans ?

Qu'il me soit permis de consigner au harnard un message adressé de cette ville par le grand homme qui était à l'époque premier ministre du Canada. Voici l'original, signé par sir Wilfrid Laurier, et portant la date suivante : Ottawa, 20 novembre 1905 :

Je regrette d'avoir à vous dire que d'autres engagements m'empêcheront d'assister à l'assemblée de ce soir pour protester contre les massacres qui viennent de se perpétrer en Russie. Je suis de tout cœur avec l'objet de cette assemblée, et j'endors pleinement votre louable initiative.

(Signé) Wilfrid Laurier.

Ainsi, trente-trois ans passés, des chefs de l'État et de l'Église, tant du Québec que du Canada, se sont exprimés énergiquement et librement, et à la lecture de ce message de sir Wilfrid Laurier je me suis demandé ce qu'il dirait s'il était aujourd'hui premier ministre. A l'époque, la Grande-Bretagne s'efforçait de faire naître une entente cordiale avec la Russie, après y avoir réussi avec la France, et cependant, malgré le fait que les négociations aient offert de grandes difficultés, le premier ministre du pays n'a pas craint, n'a pas manqué de s'exprimer dans les termes que je viens de citer. Nous accordons aujourd'hui à l'Allemagne, par notre tarif et d'autres traités, le traitement de la nation la plus favorisée, et l'Allemagne retire sa part de toutes les concessions que nous accordons aux nations étrangères. Elle reçoit aujourd'hui du Canada son chrome, son nickel et d'autres articles à titre de nation jouissant d'un traitement de faveur pendant que les victimes de la terreur nazie, prises de désespoir, frappent à nos portes pour se trouver un refuge.

Le peuple canadien a le sens démocratique. Il a du cœur et je crois que l'occasion se présente à lui de prouver son humanitarisme.

[M. Coldwell.]

Nous prions instamment le premier ministre de se confier à la Chambre et de nous dire immédiatement si nous recueillerons—non pas indistinctement toute les victimes puisqu'elles sont au nombre d'un million et demi, mais une proportion, que nous pourrions établir de concert avec d'autres démocraties, de ceux que l'on terrorise en Europe centrale. J'ajouterai que, si nous adoptons un programme rationnel, tels autrefois nos aïeux qui recueillirent les Huguenots français ainsi que nombre d'exilés, les nouveaux venus pourront contribuer largement à équilibrer l'économie de notre pays. Et en faisant cette suggestion, j'exprime non seulement ma propre opinion mais celle du conseil national du mouvement dont j'ai l'honneur d'être président.

M. l'ORATEUR: A l'ordre.

M. COLDWELL: Je prends la liberté de donner lecture du vœu adopté par l'exécutif national:

L'exécutif national de la Fédération du commonwealth coopératif exprime sa sympathie sincère pour les victimes de la persécution religieuse, raciale et politique qui sévit en Europe centrale et prie le Gouvernement, pour des raisons d'ordre humanitaire, de suivre l'exemple donné par d'autres nations démocratiques en recueillant chez nous un nombre raisonnable de victimes de cette persécution.

Voilà ce que nous demandons au Gouvernement.

M. R. J. DEACHMAN (Huron-Nord): Selon mon habitude, j'ai suivi fort attentivement le discours de mon honorable collègue de Rosetown-Biggan (M. Coldwell). Il va sans dire que ses remarques concernant la situation de l'Ouest canadien m'inspirent la plus vive sympathie. J'ai vécu là les vingt-cinq années les plus heureuses de ma vie, et l'un de mes plus agréables souvenirs est celui que m'ont laissé mes relations avec les gens de l'Ouest. Je ne souscrirais pas avec le même empressement aux éloges qu'il a faits de la situation où se trouve la Nouvelle-Zélande. J'ai l'impression que les Néo-Zélandais n'en sont encore, pour ainsi dire, qu'à la lune de miel de l'inflation, et le tableau coloré qu'on vient de nous brosser de leur situation actuelle risque de s'assombrir d'ici un an ou deux. J'ai sous la main un numéro du *London Economist*. Avant de citer ce périodique, je répondrai d'avance à ceux qui pourront m'objecter que c'est là une revue capitaliste, imbue des préjugés capitalistes. Je pourrais tout aussi bien rétorquer à cela que les paroles que vient de prononcer mon honorable ami reflètent le point de vue socialiste. Ce sont là deux points de vue et je cite celui du *London Economist*; je ne saurais dire qui des deux a raison, de la revue ou de mon honorable ami, mais je demande aux honorables